

Julien Aubert invite Bruno Retailleau aux universités d'été « Oser la France »



Alors qu'Avignon et le Vaucluse totalisent 15 fusillades et 8 morts depuis le début de l'année, le dernier locataire de la place Beauvau, sera ce samedi 13 septembre dans la Cité des Papes à 9h30 au Rouge-Gorge pour introduire les débats aux côtés de l'ancien député LR de Vaucluse, Julien Aubert.

C'est la 2e édition de ce mouvement gaulliste et souverainiste qu'il a créé en 2017. L'an dernier, il avait été question de « La France des quartiers » (souvent oubliés de la République). Et l'un des intervenants, le sénateur LR du Rhône Étienne Blanc, avait été applaudi quand il avait évoqué la création prochaine d'une « Procédure d'injonction pour ressources inexpliquées » pour les narco-trafiquants qui roulent en Audi Q7 grâce à l'argent de la drogue et donc ne peuvent justifier de revenus légaux. « Il faut les interpeller, les neutraliser durablement et les frapper au portefeuille, avait-il martelé. Cette économie souterraine et mortifère draine plus de 6Mds€ par an en France. »

'Comment sauver notre modèle social et nos finances publiques ?' sera le thème choisi par Julien Aubert pour la 1re table ronde samedi matin. Avec notamment, François Ecalle, ancien membre de la Cour des



Comptes et Denis Olivennes, haut-fonctionnaire, essayiste, ancien PDG de la FNAC, du Nouvel Obs et d'Europe 1.

2e table ronde : 'Comment l'éducation nationale et la formation peuvent-elles redresser la France ?' avec Joachim Le Floch-Imad, enseignant, qui a écrit *Main basse sur l'Éducation Nationale*. En début d'aprèsmidi, autre débat : 'Le coût des normes et la judiciarisation croissante de l'action publique et leur impact sur notre économie ?' en présence de Christophe Eoche-Duval, avocat spécialisé en droit public, auteur de *L'inflation normative*. À 16h15, dernier débat : 'La France peut-elle redevenir une nation industrielle ?' en présence notamment d'Yves Perrier, président du Conseil d'Administration du Groupe Edmond de Rothschild, et d'Eric Revel, journaliste, ancien directeur de LCI.

Au terme de cette journée, Julien Aubert, qui aura prêté une oreille attentive aux différents débatteurs, fera un discours conclusif de cette université d'Oser la France. Et, sans doute dans les semaines qui viennent, prendra-t-il la parole pour dire s'il se présente ou pas à la succession de Cécile Helle à la mairie d'Avignon, lors des élections municipales des 15 et 22 mars prochains.

Contact : <u>oserlafrance.fr</u>

« La France des quartiers », un des thèmes de l'université de rentrée du mouvement de Julien Aubert



Ecrit par le 4 novembre 2025



Ce premier débat, le samedi 28 septembre au Rouge-Gorge, à Avignon, faisait partie d'une thématique intitulée « Les territoires oubliés de la République » organisée par <u>Julien Aubert</u>, ex-député de Vaucluse qui a créé le mouvement « Osons la France ». Etaient présents, le sénateur LR du Rhône <u>Etienne Blanc</u>, le général Emmanuel de Richoufftz, le policier <u>Rudy Manna</u> porte-parole du Syndicat Alliance et une chroniqueuse, Zohra Bitan. Ces fameux territoires font référence à un livre prémonitoire publié dès 2002 par l'historien Georges Bensoussan (<u>« Les territoires perdus de la République » aux éditions des Mille et une nuits</u>), bien avant l'assassinat de Samuel Paty ou la polémique sur l'abaya.

C'est <u>Sébastien Meurant</u>, vice-président d'Osons la France, qui animait ce débat et qui, en prologue, a fait une distinction entre territoires 'perdus ou oubliés'. « La France est une et indivisible, mais on voit bien ce qui se passe en Corse où le président parle d'autonomie, en Nouvelle-Calédéonie, à feu et à sang, en métropole où l'égalité des droits n'est pas la même, faute de vrais services publics pour tous. » Il a ensuite évoqué le député de Vaucluse trois fois fiché S et le nombre de crimes et d'attentats commis par des personnes qui d'ont jamais été expulsées de France alors qu'une OQTF (Obligation de quitter le territoire français) leur a été signifiée. « La France ne doit pas devenir étrangère à elle-même » a-t-il conclu.

"La France ne doit pas devenir étrangère à elle-même"

Sébastien Meurant

La militante Zohra Bitan, fille d'immigrés algériens a martelé « La France a été une vraie chance pour



Ecrit par le 4 novembre 2025

moi. Mais au fil des décennies j'ai assisté à la fabrique du communautarisme dans les cités, dans les quartiers. Il existe des Français de souche et d'ailleurs, on n'a pas tous été intégrés, mais souvent méprisés, ségrégués ».

Marseillais, le policier Rudy Manna, qu'on voit souvent sur les chaînes d'information continue, a évoqué « Marseille en grand » et le déplacement « Place nette XXL » du Président de la République avec une demi-douzaine de ministres en mars dernier après que les règlements de compte ont fait une cinquantaine de morts dans la Cité phocéenne en 2023. « Les réseaux de trafiquants de drogue ont été déstabilisés quelques jours, puis ils se sont réorganisés. Les consommateurs ne vont plus dans les cités, vers les points de deal. Des cachettes de stups ont été implantées dans le centre-ville. Et on constate une hausse des livraisons en scooter ». D'ailleurs le journal « La Provence » avait publié à la une « Il est parti, nous on est toujours là » avec une photo de dealers de retour sur le terrain après le départ du président, ce qui avait valu une suspension d'une semaine au rédacteur-en-chef du quotidien.



« Je suis fier d'être policier. La police n'est ni de droite, ni de gauche, tout le monde doit se battre pour la sécurité, pour vivre paisiblement, pour pouvoir sortir en famille le soir avec ses enfants au restaurant ou au cinéma. Mais l'autorité de l'Etat recule, on a dénombré 15 000 policiers blessés l'an dernier, sans parler des dépressions, des burn-out, des mises en disponibilité et des suicides. Leur taux en France se situe en 2ème position, juste derrière les paysans. On a des difficultés à recruter, mais surtout à interpeller les voyous. La procédure est tellement complexe que certains avocats s'engouffrent dans la moindre erreur pour les faire libérer le lendemain ». Il parle aussi de Gérald Darmanin, l'ancien ministre



de l'intérieur. « Il a été pragmatique, mais il n'est pas arrivé à sortir de ce carcan du *'en même temps'*. Les peines de prison doivent être plus fortes, les sanctions plus fermes, il faut un véritable choc d'autorité ».

"La France a été une vraie chance pour moi."

Zohra Bitan

C'est au tour du sénateur LR du Rhône Etienne Blanc de parler du rapport qu'il a rédigé sur les narcotrafiquants. « Ce trafic représente des sommes exceptionnelles, un chiffre d'affaires de 6,5Mds€, plus que les produits de luxe. 1€ d'héroine en provenance de Colombie se revend 100€, c'est dire si le bénéfice est gigantesque. Les trafiquants se sont professionnalisés, ils ont monté leur entreprise avec leur personnel (acheteur, transformateur, chimiste, livreur, revendeur), ceux qui, parfois à 12-13 ans, donnent l'alerte quand la police arrive. Ils ont leur banque, leur service de blanchiment, leur cryptomonnaie qui deviennent de véritables lessiveuses à cash. Malheureusement, la France ne les a pas répérés, elle n'a pas anticipé, elle n'a rien vu venir, mais eux, ils ont pignon sur rue. »

"Le trafic de stupéfiant représente des sommes exceptionnelles, un chiffre d'affaires de 6,5 milliards d'euros, plus que les produits de luxe."

Etienne Blanc, sénateur LR du Rhône

Le sénateur ajoute « Avec le co-rédacteur du Sénat, Bruno Retailleau qui est aujourd'hui Ministre de l'Intérieur, au cours de notre Commission d'Enquête, on avait convoqué les Ministres de la Justice et de l'Interieur. En réponse à nos questions, leur 'Plan Stups' était indigent. Le phénomène nous dépasse, il a pris une ampleur folle. Il n'est pas concentré dans les grandes métropoles, il est partout, à la campagne, en Auvergne, au Creusot, dans les Pyrénées, dans les petits ports de la façade atlantique, en Bretagne. Les Italiens, eux ont réussi à faire tomber la maffia, grâce aux 'repentis'. Mais nous n'en sommes pas là. Avec tout cet argent qui circule, c'est facile pour les narco-trafiquants de corrompre un docker sur le quai et faire discrètement déplacer un container bourré de drogue pour qu'il ne soit pas scanné par les douaniers ».

Ensuite, c'est un militaire, le général Emmanuel de Richoufftz, ancien aide de camp de Pierre Mauroy d'intervenir et de témoigner. Surnommé « Le Général des Banlieues », ce Saint-Cyrien, a participé à l'opération Kolwezi au Congo en 1978, il a été projeté à Sarajevo, a travaillé pour l'OTAN avec la Force d'Action Rapide en Bosnie-Herzégovine. Après une carrière militaire bien remplie, il lance le programme : « 105 permis pour 2005 » destiné aux jeunes défavorisés des quartiers pour qu'ils puissent passer leur permis de conduire. Et il rend visite aux entrepreneurs du « 93′, la Seine-Saint-Denis en uniforme pour les inciter à former ces jeunes et à leur proposer un emploi, ce qui leur permettra de s'intégrer. « J'ai aussi fait faire un stage d'une semaine à l'Ecole de l'Air à Salon-de-Provence, ils ont appris la rigueur, ils



sont montés pour la première fois de leur vie dans un avion, ils ont même chanté La Marseillaise. 'C'est la première fois de ma vie que je me suis senti Français' a reconnu l'un d'eux ».

"C'est la première fois de ma vie que je me suis senti Français'"

Un jeune de la Seine-Saint-Denis

Cet homme qui avait signé en 2021 la fameuse « Lettre ouverte des généraux, pour un retour de l'honneur de nos gouvernants » a conclu que « La France a perdu la guerre de la drogue, elle doit gagner celle des cités en expérimentant la présence de l'armée dans certains quartiers complètement gangrénés. Il faut détruire les enclaves indépendantistes, saisir les millions d'armes qui y circulent. Les imprécations, ça suffit, il faut agir. Quand on voit des jeunes à peine majeurs rouler en Ferrarri ou en Q8 Audi, poster sur internet des photos de séjours idylliques à Ibiza, en Californie ou au Qatar, créer enfin une « Procédure d'injonction pour ressources inexpliquées », les interpeller et les neutraliser durablement ».

Andrée Brunetti

Julien Aubert : « Le Vaucluse doit miser sur la cosmétique et la pharmaceutique »



Ecrit par le 4 novembre 2025



C'est entre deux amendements du Projet de loi de finances que le député Julien Aubert nous accueillait dans sa permanence à Carpentras. Peinture de champs de lavande et pin's <u>OLF</u> épinglé sur le costume. L'enfant de Sault nous livre sa vision du Vaucluse.

Quel est le point commun entre Emmanuel Macron et Julien Aubert ? Surement pas la vision politique nous direz-vous, et pourtant. Les deux se sont retrouvés sur les mêmes bancs de l'ENA, promotion Léopold Sédar Senghor. Une similarité de parcours qui ne privera pas le député d'une âpre contestation à l'annonce du remplacement de l'institution. « Emmanuel Macron veut montrer que l'on peut supprimer un problème en supprimant le nom d'une structure », résumera le député dans les colonnes du Figaro.

Bien que le cadre LR, érigé en figure de proue de l'atome, soit né à Marseille en 1978, son héritage familial l'attire inéluctablement en Vaucluse. Le père originaire de Carpentras était pharmacien de profession. Le grand-père, Félix Aubert, fût résistant dans le Maquis Ventoux. Ce legs provençal nourrira sa croisade lancée en 2013 au service de la filière lavandicole menacée par la règlementation européenne. A Bruxelles, « la Commission était très surprise de la mobilisation provençale sur le sujet », soulignera Julien Aubert à l'issue de sa dernière visite.

Loin des bancs de l'Assemblée nationale, du crépitement des flashs et des interventions sur les plateaux TV, l'homme est ici dans son havre de paix et de tranquillité. Peut-être un peu trop ? L'ancien secrétaire adjoint LR est brillant technicien et érudit notable. Le savoir, l'un des rares privilèges capables de friser l'irritation franche en même temps qu'il suscite l'admiration la plus sincère.

Un master à l'université Johns-Hopkins de Washington, une science politique inculquée très tôt au côté d'Henri Guaino, son professeur à Sciences Po Paris, et une expertise pointue des dossiers sous le coude.



Ecrit par le 4 novembre 2025

Premier job ? Magistrat à la Cour des comptes. Le fervent défenseur du gaullisme témoigne également d'une certaine habileté pour s'adapter à toutes circonstances. Caméléon ou parfait « animal politique » dirait Aristote. « Je suis curieux des gens et des rencontres. Je n'aime pas refuser car j'ai toujours peur de rater une expérience », nous confie le parlementaire.



Le député en binôme avec le chef de la délégation LR au parlement européen, François-Xavier Bellamy. Crédit photo: Julien Aubert

Refaisons l'histoire

L'agriculture, tout un pan historique de l'économie vauclusienne. Pourquoi notre département est devenu le <u>5e plus pauvre de France</u> ? « Tout est lié à son moteur qui s'est grippé » résume l'ancien conseiller régional. « L'agriculture qui a connu son apogée au moment de l'irrigation a ensuite a été victime d'une concurrence intra et extracommunautaire sur les produits. Une concurrence plus compétitive car moins chère, notamment au niveau des charges. » Résultat ? « Des populations « immigrées, parfois pas,



laissées sur le carreau sans pour autant qu'il y ait une reconversion dans les services ou l'industrie. » La course à la qualité et la compétitivité dans le vin a entrainé selon le député la disparition de certaines exploitations moins rentables et laissé des terres en jachère. De l'aveu du président d'Oser la France, « le Vaucluse ne s'est quère industrialisé par rapport à d'autres départements au XIX^e siècle. »

En cause également, la modification des comportements : « ma grand-mère, il lui aurait semblait baroque de manger des tomates en hiver. C'était une génération très saine vis-à-vis de la consommation. L'argent n'allait pas vers la consommation de choses frivoles. » Nous voilà dans les années 80, changement générationnel, arrivée du 'low cost' et consommation de produits en provenance de l'autre bout du monde. « Les gens découvrent le monde, les voyages à l'étranger. Beaucoup de seniors à la retraite partent s'installer dans des coins plus chauds comme en Californie », rappelle le député. Sans compter la position de carrefour du commerce qu'occupait jadis Carpentras et qui perd alors de sa superbe.

Miser sur la naturalité

Le Vaucluse témoigne toutefois de nombreux potentiels. « Je pense que le département peut rebondir grâce à la filière de la naturalité, du bien-être, de la santé, de l'environnement. Nous sommes un territoire avec une carte de visite magnifique, je pense notamment aux huiles essentielles qui reflètent un art de vivre, souligne-t-il. Nous pouvons implanter des entreprises de cosmétique, de parfumerie ou de gastronomie. Il faudrait structurer notre agriculture mais aussi notre tourisme par rapport à cette naturalité recherchée. »

« Par ailleurs, de nouveaux métiers numériques s'implantent, un peu indépendamment de la concentration urbaine. Le numérique doit permette d'être relié au centre des décisions. Je suis persuadé qu'avec un coup de pouce de l'Etat, demain, de jeunes start-up pourraient s'implanter dans les villages et les faire revivre car nous avons un problème démographique », poursuit le député LR.



Ecrit par le 4 novembre 2025



Echange en permanence de Carpentras

Des incubateurs spécialisés dans les industries de demain

Il s'interroge : « il faut se demander quelle carte doit jouer le Vaucluse ? Quand vous voyez le débat sur les huiles essentielles, le safran et toutes ces cultures de niche réintroduites... Le Vaucluse doit migrer vers des secteurs à forte valeur ajoutée tout en conservant son bastion. A-t-on besoin d'industrialiser et comment le faire intelligemment ? Aujourd'hui, ne vaut-il pas mieux accueillir les industries de demain, la nanotechnologie, la biotechnologie, pour répondre à une politique d'attractivité ? Je crois qu'il faut faire des incubateurs spécialisés dans ces industries de demain en misant sur l'avenir. »

Halte au péage!

Au chapitre tourisme, le département « a plutôt intérêt à privilégier un tourisme haut de gamme et moyen de gamme. Il faut encourager la consommation dans les hôtels, les restaurants ». Plutôt que



d'autoriser tous les évènements, le député privilégierait les événements qui s'inscrivent dans cette politique d'attractivité du territoire. « Je préfère la notion de parc américain, dans lequel vous vous acquittez d'une taxe au péage destinée à entretenir le site, sans pour autant entreprendre de grosses installations, très coûteuses et bétonnées. Tout en assurant à la population locale l'accès gratuit à leur espace, pour s'adonner à des activités diverses : randonnée, vélo, balade familiale... », suggère-t-il.

Le Parc naturel régional du Mont Ventoux appelait à certaines réserves de la part du député lors de sa création. « Je pense que nous avons déjà suffisamment de strates, de couches administratives. Un bon projet est un projet dans lequel l'administration est la plus simple et claire possible, pas juste un siège avec des élus, beaucoup de réunions et beaucoup de papiers », tranche-t-il.



Pose de la première pierre du nouveau quartier cœur de ville de Sarrians



Faire du Vaucluse la « plaque tournante » de Provence

Un Vaucluse atomisé, une formule qui revient régulièrement dans le débat : « c'est un département assez composite, le sud tire vers les Bouches-du-Rhône, une partie regarde vers les Alpes, une partie vers la Drôme. On manque de ciment dans ce département dont la capitale est assez décentrée. » Solution ? « Développer l'offre de transport et permettre une meilleure mobilité d'Ouest en Est. Il faut faire du Vaucluse, qui reste la porte d'entrée de Paca, la plaque tournante de Provence », propose Julien Aubert.

- « Une grande partie des flux passe par le Vaucluse et pourtant ce n'est pas fluide. On devrait inciter à rouvrir un trafic passager de manière plus grande sur l'axe Avignon, Cavaillon, Cheval Blanc et Pertuis. La ligne Pertuis/Aix est aujourd'hui est fermée. Il y a des bouchons de plus en plus massifs et nous n'en tirons pas les conséquences en matière de stratégie ferroviaire, déplore l'élu. Je pense également qu'il faut travailler sur la LEO, Avignon est congestionnée, prisonnière d'elle-même ».
- « Rappelons-nous au début du siècle, le projet terminus du chemin de fer à Sault, nous l'avons fait jusqu'à Carpentras. L'implantation des sociétés industrielles va de pair avec l'aménagement du territoire. Sur la place du rail, nous nous sommes trompés en privilégiant le coût, reconnaît le député. Une ligne peut être en déficit, mais apporter un gain global en matière de qualité de vie. La réflexion mérite d'être posée sur la structuration de l'espace. »

« On confine la pensée à l'amélioration de ce qui existe et on ne réfléchit pas à proposer ce qui n'existe pas. »

Et de philosopher : « on a perdu la capacité à imaginer. On confine la pensée à l'amélioration de ce qui existe et on ne réfléchit pas à proposer ce qui n'existe pas. Quand les parisiens ont crée la Tour Eiffel, c'était un choc, une transgression ». Julien Aubert pointe les progrès à faire sur la manière d'innerver le territoire : « en Vaucluse, il manque un trajet touristique qui traverse les Alpes et arrive vers Milan. Il manque un grand projet ferroviaire ».

Zone franche rurale et énergie solaire

Irriguer le plus haut et le plus loin possible : « Il faudrait que l'irrigation aille jusqu'à Sault ». En matière d'énergie, le soleil très présent dans le sud du Vaucluse doit jouer son rôle. « Il faudrait essayer de réorienter temporairement les agriculteurs vers du solaire, de manière à ce que l'année ou la culture diminue de 70%, l'agriculteur conserve un revenu fixe qui provienne de l'énergie solaire », précise le parlementaire.

Comment attirer les jeunes ? « Je préfère le terme 'smart village', plutôt que 'smart city'. Il faut essayer d'enrayer le déclin démographique en sollicitant l'aide de l'Etat pour créer par exemple des zones franches rurales sur des zones particulièrement en déficit. Pas d'impôt pendant 10 ans pour une start-up



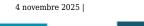
qui s'installe sur le plateau de Sault par exemple. »



Chaque année à l'Assemblée nationale, le député organise le Salon des Saveurs du Ventoux et du Luberon.

Artificialisation des terres

L'éternel débat de l'artificialisation des terres ? « Nous avons raison de le mener, nous sommes pris dans des exigences inverses. Soit, nous décidons de densifier les villes et découleront des problèmes de criminalité, de santé publique, la hausse du prix du foncier. Soit, nous aménageons le territoire et nous





en tirons les conséquences en matière de transit. En Vaucluse, la terre est rare, l'urbanisme de plus en plus serré, forcement cela contribue à l'augmentation des prix. Cela supposerait une réflexion nationale, il devrait exister une disposition dérogatoire pour lisser les prix », regrette le député LR.

Sur le sujet du zéro artificialisation des terres et notamment de la perméabilisation des sols, le député a notamment proposé à l'Assemblée nationale que les ensembles commerciaux présentent à la commission départementale d'aménagement commerciale compétente un programme de végétalisation et de rétablissement de la perméabilité d'au moins 50% de la surface de leurs aires de stationnement, mis en œuvre dans les 10 ans à venir. D'abord peu enclins à le voter, les membres de la majorité ont finalement adopté une mesure de l'ordre de 100% en 2025.



Le député en compagnie des géomètres-experts de Vaucluse (échanges sur la loi ELAN et loi résilience climatique qui a créé un objectif de « zéro artificialisation nette »)



Insécurité à Carpentras

Autre préoccupation majeure pour les riverains, la sécurité : « Je suis allé voir le commissaire et les riverains qui vivent en lisière m'ont fait part de ce qu'ils vivent au quotidien. En plus des tirs d'arme, certains sont harcelés, ils ne peuvent pas accéder à leur maison ou bien sont gênés par des explosions récurrentes de feux d'artifice. » Le député a récemment interpellé le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin pour demander des effectifs de police supplémentaires ainsi que de nouveaux équipements tels que des portables professionnels et des jumelles longue portée.

« Nous sommes sur l'arrière pays de Marseille, si nous n'arrachons pas les trafics, ils vont grossir et faire le lien avec les villages de Bédoin, Aubignan, Sault, etc. Si installer deux policiers en faction devant la cité des amandiers 24h/24 n'est pas possible, alors nous ne sommes pas à la hauteur du danger. Il faudrait s'interroger sur la question de police de proximité et de l'approche terrain », suggère Julien Aubert.

SOS lavande en danger

« La commission a été un peu surprise de toute cette agitation. Ceci dit, parfois il vaut mieux crier fortement avant d'avoir mal, ça permet de conjurer le sort », ainsi se décline le mantra du parlementaire au sujet des <u>nouvelles règlementations européennes</u>. Une mobilisation qui de l'avis du député est « à la hauteur de ce que représente la lavande. C'est comme si un beau jour, une nouvelle norme interdisait l'accès à la Tour Eiffel à un Parisien. »

Julien Aubert s'est ainsi rendu à Bruxelles pour défendre l'huile essentielle et toute la filière. En binôme avec le chef de la délégation LR au parlement européen, François-Xavier Bellamy, il a rencontré les conseillers techniques de la Représentation française puis la directrice adjointe du cabinet du commissaire européen chargé de l'Environnement. Il a également mis en relation le cabinet du Commissaire avec l'Association des producteurs d'huiles essentielles de lavande et l'Union des professionnels des plantes à parfum, aromatiques et médicinales pour qu'ils soient consultés sur les futures normes.



Ecrit par le 4 novembre 2025



Permanence en mairie d'Apt

Le gaullisme, ce talisman magique...

Rares sont les partis politiques qui ne se drapent pas dans l'idéologie gaullienne, à grand renfort de références historiques. Un héritage tellement galvaudé qu'il en perd tout son sens. « Chacun prend du gaullisme ce qui l'intéresse. Si l'on juge que le gaullisme est la défense intransigeante des intérêts de la France, je ne suis pas sûr qu'Emmanuel Macron, qui a bradé Alstom et s'est couché devant les intérêts bruxellois au sujet de la taxonomie du nucléaire soit le meilleur représentant du gaullisme, tranche Julien Aubert. Nicolas Dupont-Aignan en est déjà plus proche, mais il le confond avec une forme de populisme. La différence est que l'on ne peut pas aller à l'encontre du peuple souverain, ni profiter de sa colère. »

Jean-Luc Mélenchon ? « Il résonne entre dominant et dominé, avec une révolte permanente du peuple d'en bas contre les élus d'en haut. Il en arrive à nier le concept même de nation. Marine Le Pen propose une vision très défensive. Dans le gaullisme, il y a cette défense des intérêts mais également une capacité



visionnaire, cette volonté de miser sur l'avenir et le progrès. »

'Madame Le ministre', provocation ou déni de droit ?

« Ni l'un ni l'autre. Je n'ai rien provoqué du tout, rétorque le député. Un sujet extrêmement futile et devenu le point de fixation de tous. Alors qu'on interroge sur le financement du parc nucléaire et que la ministre Barbara Pompili n'a aucun argument pour répondre, elle part dans une théorie de bac à sable. La première fois que cela m'est m'arrivé, c'était en 2014. J'expliquais à madame Royale que porter à 50% le pourcentage du nucléaire dans le mix énergétique allait faire dérailler l'indépendance énergétique de la France. J'ai eu droit exactement au même type de réponse. En Français, le neutre est un masculin. 'Un' bébé ne désigne pas automatiquement un garçon. Si vous acceptez ce principe de politisation de langage, vous acceptez que l'écriture elle-même est machiste, car le masculin domine le féminin. »

« C'est comme si un beau jour, une nouvelle norme interdisait l'accès à la Tour Eiffel à un Parisien. »

Histoire de prénom : Zemmour/Aubert, même combat ?

Dans un livret de 18 propositions sur l'islam publié en 2018, Julien Aubert proposait que les candidats à la nationalité française ajoutent à leur identité un prénom adapté à la culture nationale. « Ce n'est pas du tout la même proposition qu'Eric Zemmour, nous répond le député. Il propose qu'à la naissance, vous ne puissiez choisir le prénom de votre enfant que dans une liste de prénoms existants, propres à la culture nationale. Je propose que pour ceux qui font le choix d'acquérir la nationalité française, leur soit adjoint un deuxième ou un troisième prénom tiré de cette liste de prénoms, qui leur soit possible d'utiliser ou pas. On ne vous enlève rien, on vous rajoute quelque chose qui manifeste votre entrée dans la patrie. D'un côté, vous avez une obligation, de l'autre une faculté. D'un côté, une volonté de coercition, de l'autre une volonté d'aide à l'intégration. »

Julien Aubert, des ambitions nationales ? Ministérielles ? « Je connais peu de gens qui refuseraient d'occuper la fonction de ministre. J'accepterais si on me le proposait un jour, à condition que la personne qui me nomme soit complètement en accord avec mes valeurs. »



Les quatre candidats à la primaire de droite à Lourmarin



Quatre candidats à la primaire de la droite se sont rendus à Lourmarin ce samedi 18 septembre sur invitation de Julien Aubert, président du mouvement <u>Oser la France</u>.

La course à la présidentielle 2022 a conduit les quatre candidats LR (Les Républicains) en plein cœur du charmant village du Lourmarin où se tenait la quatrième université d'été pour le mouvement 'Oser la France'. Une journée d'échange qui a permis à <u>Valérie Pécresse</u>, <u>Michel Barnier</u>, <u>Philippe Juvin</u> et <u>Eric Ciotti</u> de présenter les grandes lignes de leur campagne. Environ 400 personnes se sont réunies.

Quinze thématiques correspondant aux propositions phares du mouvement ont été abordées : l'école, l'immigration, la souveraineté nationale, l'identité, les politiques familiales, l'aménagement du territoire, le logement, l'énergie, le travail, la démocratie, la réindustrialisation, la santé, la défense, la justice



sociale et enfin le numérique. L'occasion également pour la famille LR de dresser un bilan du « 'macronisme » avec Nadine Morano parmi les intervenants.



Crédit photo: Oser la France